

Quand allez-vous chez le médecin ? Bien tard... (5)

DOSSIER • Comme Marc, notre témoin, les habitants du Nord – Pas-de-Calais tardent à se rendre chez le médecin ou à l'hôpital, et consomment « moins de soins » que ceux d'autres régions.

1- Le contexte

Depuis dimanche, nous faisons le point sur l'état sanitaire de la région. Aujourd'hui, après la surmortalité, le manque de médecins, le recours aux soins. Avec un constat implacable : les Nordistes tardent à voir un médecin et dépensent moins que la moyenne nationale.

2- Le cas

Marc, 41 ans, symbolise le recours tardif aux soins. Une syncope l'a amené aux urgences du centre hospitalier de Denain. Il avait jusque là évité le médecin.

3- La prévention

Pas facile dans ces cas-là d'agir sur la prévention, même chez les jeunes qui, eux, se comportent mieux que la moyenne nationale par rapport aux éléments nocifs : alcool, tabac. Chez les adultes, la question est aussi posée : comment toucher ceux qui en ont vraiment besoin ?

Un malaise a amené Marc aux urgences du centre hospitalier de Denain. Il était déjà bien tard. Une fâcheuse habitude dans une zone économiquement sinistrée.

Bernard Virel

« Si je n'avais pas eu un malaise, je ne serais jamais venu à l'hôpital... Qui sait où je serais maintenant ? »
Dans sa chambre au centre hospitalier de Denain, où il passe encore actuellement plusieurs jours par mois, Marc¹, 41 ans, repense à ce jour où sa vie a basculé. C'était le 4 décembre 2005. *« J'ai fait un malaise, et je suis tombé en syncope... Ce sont les pompiers qui m'ont amené aux urgences. »* Quelques examens plus tard, le verdict est sans appel : cancer bronchique... et en fait de malaise, c'était tout simplement, confirmera plus tard Jean-Pierre Grignet, pneumologue, des « métastases cérébrales ». L'heure était grave. Marc s'en souvient : *« J'ai passé un moment dans le service médecine et on m'a dit : "Vous allez redescendre en pneumo, faire un peu de chimio." C'est là qu'ils ont vu que j'avais des petites cellules au niveau du poumon. Ça m'a fait un choc ! »*

« Un cachet, un peu de sirop »

Avant cet épisode, Marc n'avait jamais vu un médecin : *« Quand je ne me sentais pas bien, je prenais un cachet ou un peu de sirop, c'est tout... »* Il y avait bien depuis quelque temps ces « fourmis dans les jambes », mais rien de bien inquiétant. *A priori...* Marc regrette ses négligences aujourd'hui : *« On aurait pu voir le problème plus tôt. »* Et puis, s'il ne voyait pas de médecin (« Mon grand tort »), il brûlait la vie, aussi. Alcool, tabac (une trentaine de cigarettes par jour), sur fond de problèmes conjugaux (deux mariages avortés) : la mauvaise voie était toute tracée. Et ce n'est pas l'enchaînement des petits boulots qui pouvait le sortir de cette mauvaise passe. Depuis, Marc s'accroche, au mieux (« J'ai un bon moral »). L'année dernière, il a eu un répit de deux mois, sans séjour à l'hôpital. Mais il a fallu revenir, dès l'automne. Toujours par intermittence. Le temps de faire des examens, un électrocardiogramme, des radios et de la chimio, évidemment. Marc voit déjà plus loin : *« Si tout va bien, ça devrait se terminer en mars. »* Alors, il profite de la vie, mais autrement : des petites balades, des matchs de basket et de foot, à Denain. En attendant mieux, et pourquoi pas de retravailler : *« J'ai un BEP d'agent administratif et informatique, mais il faudrait que je refasse des stages. »* Désormais, Marc est au moins sûr d'une chose : son épisode malheureux lui aura appris à être plus prudent avec sa santé. Une alerte, très sérieuse, a suffi.

« Familles sacrifiées »

Des cas comme Marc, il y en a beaucoup à Denain, une des villes de la région où l'on a tendance à attendre le dernier moment pour se soigner. Au centre hospitalier, situé en plein centre-ville, on connaît cette situation. Pierre-Marie Remy, directeur, pointe du doigt la misère sociale et égrène quelques maux : *« Le Denais a été sinistré en 1979 avec l'arrêt d'Usinor (14 000 emplois directs et 14 000 indirects), Air Liquide aussi, et d'autres... En tout pas moins de 40 000 emplois en cinq ans. On peut ajouter un tabagisme et un alcoolisme excessifs, un illettrisme à 30 %... »* Sans oublier « le départ d'un tiers de la population du Denais dans les années quatre-vingt », les habitants partis tenter leur chance ailleurs, parfois au prix de « familles sacrifiées ». C'est dire si la réalité médicale est sans surprises. Et les urgences voient passer du monde : *« Elles fonctionnent plus qu'à plein. »* Un travail important qui conforte la place du centre hospitalier dans le paysage denaisien. Où l'on se débrouille aussi pour accueillir les gens en difficulté. Pudique, le directeur évoque ce « point d'eau » pour les SDF qui bénéficient chaque jour de sanitaires, douches... Au cœur de la ville, le centre

¹ Le prénom du patient a été modifié pour préserver son anonymat.

hospitalier a forcément « *une bonne analyse des besoins* » qui font immanquablement référence aux difficultés sociales. Celles héritées du passé. Car l'avenir c'est aussi les bons chiffres de la maternité. « *En 1994, il y avait 754 accouchements par an, aujourd'hui, il y en a 1 200.* » Il ne manque plus que le renouveau économique.

REPÈRES

Dépenses de santé.

Les habitants du Nord - Pas-de-Calais dépensent moins pour leur santé que ceux des autres régions de France. Une habitude résumée par notre sondage (paru dimanche) indiquant que près d'un Nordiste sur deux (47 %) déclarait se soigner seul en cas de maladie.

76 €

Les habitants de la région dépensent 76 E de moins que la moyenne nationale dans les établissements de santé (hôpitaux et cliniques), soit 970 E (contre 1 046 E pour la moyenne française).

11 €

Chez leurs médecins et spécialistes en ville, les Nordistes dépensent 11 E de moins que la moyenne nationale, par an et par habitant.

L'attente... avant les urgences

Tout le monde est d'accord : les habitants de la région attendent avant de consulter, avec les conséquences que l'on connaît.

« *La population a l'habitude de recourir tardivement aux soins...* » Un constat établi par Olivier Lacoste, directeur de l'observatoire régional de la santé. Il n'est pas seul à avoir fait ce constat : Dominique Deroubaix, directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, ne dit pas autre chose en insistant sur la « *sous-consommation de soins de la région* » (lire notre « *Repères* »). Il évoque un taux d'hospitalisation supérieur de près de 30 % dans la région après passage aux urgences, ce qui tendrait à prouver que, là encore, les habitants tardent à consulter. Le cas de Marc est révélateur.

Dans le détail, Olivier Lacoste est aussi catégorique. Une étude régionale sur l'hospitalisation l'a montré, notamment pour les secteurs les plus touchés par la surmortalité. Ainsi constate-t-on, pour les secteurs médecine et chirurgie, que le recours aux soins hospitaliers est de 22 % supérieur à la moyenne nationale dans le Denais pour une surmortalité alarmante (+ 60 % pour les hommes, + 48,6 % pour les femmes).

« *Le constat est implacable*, explique Olivier Lacoste. *La fréquence de recours aux soins est très inférieure au taux de surmortalité...* » Le même diagnostic pour toute la région, et même dans les secteurs un peu moins touchés par la surmortalité comme dans la zone Berck - Montreuil, où l'indice de recours aux soins hospitaliers en médecine est supérieur de 19 % à la moyenne nationale pour une surmortalité plus de deux fois supérieure.

« Auprès de ceux qui en ont besoin »

C'est dire s'il reste à agir dans le domaine de la prévention... « *Comment peut-on faire pour mettre en oeuvre les moyens auprès de ceux qui en ont besoin et de la bonne façon ?* », s'interroge Olivier Lacoste. Surtout quand on pense, par exemple, aux campagnes de dépistage des cancers du sein qui « *ne touchent pas les personnes qui en ont besoin* ». Un problème qui rappelle la nécessité de voir large. « *J'ai déjà proposé, par exemple, de faire passer le permis aux jeunes filles de familles un peu défavorisées, notamment dans l'ex-bassin minier.* » Pour les aider à sortir de leur milieu et à « *rentrer dans la modernité* ». Un peu révolutionnaire certes, mais qui montre l'étendue du problème.

« Pour les jeunes, une prévention dans la durée »

François-Xavier Deal est directeur de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (ANPAA) du Pas-de-Calais. S'il ne conteste pas les bons chiffres sur le comportement des jeunes dans la région², il dénonce les méthodes de prévention.

– Comment agissez-vous en milieu scolaire ?

« Jusqu'à maintenant, ça se passait de manière ponctuelle. On intervenait en milieu scolaire pour deux raisons : au mieux parce que la prévention faisait partie du programme scolaire ; au pire parce que les enseignants et la direction étaient confrontés à des problèmes. Ce n'est pas satisfaisant. La prévention ponctuelle n'a que peu d'effets. Elle ne peut se résumer à un simple échange d'informations. »

– Qu'avez-vous décidé ?

« Pour l'instant, nous avons décidé de mettre ce type d'actions de côté. La prévention des jeunes doit s'inscrire dans la durée... C'est indispensable si l'on veut que ce soit vraiment efficace. Il faut imaginer une autre forme d'approche. »

– C'est-à-dire ?

« Il faut mettre tous les acteurs autour d'une table et les convaincre de faire autrement. Il ne faut pas uniquement parler des méfaits de l'alcool – surtout pendant un court laps de temps – mais aussi avoir une action psychosociale auprès des jeunes, en travaillant sur l'affirmation de soi, l'identification, la résistance à la pression. L'inspection académique est prête, elle a des programmes éducatifs. »

– Quel est le problème pour mettre en place ce type d'actions ?

« Nous sommes confrontés à la réalité des moyens... L'Éducation nationale n'a pour l'instant pas l'argent pour ça. Donc c'est en *stand by* et nous arrêtons aussi nos actions ponctuelles pour lesquelles, vous l'avez compris, on se pose la question de l'utilité. Ce qui ne nous empêche pas d'être partant pour un partenariat avec des actions fortes dans les écoles. Nous menons d'ailleurs actuellement une action phare dans un lycée de Calais. Le but est de créer un programme d'intervention, sur le long terme, en formant un groupe d'adultes et d'élèves relais. C'est une démarche de qualité. »

² Quelques chiffres positifs du côté des 12 - 25 ans : moins de fumeurs que la moyenne nationale (-4 % chez les garçons ; -8 % chez les filles), moins de consommateurs d'alcool (près de 20 % en moins). Seule l'obésité est comparable à la moyenne nationale.
ANPAA, 2, voie Bossuet, Arras.
Tél : 03 21 71 36 11.